

CULTURE & RECHERCHE

N° 43, JUILLET 1993, SUPPLÉMENT DE LA LETTRE D'INFORMATION N° 349

SOMMAIRE	Actualité	2
	Calendrier	2
	La politique éditoriale de la Bibliothèque Nationale	6
	Le service des études et de la recherche de la Bibliothèque publique d'information	8
	Archéologie préventive et grands travaux d'aménagement du territoire	10
	A lire	12



**Direction de
l'administration
générale**

Mission de la recherche et de la technologie
3, rue de Valois 75042 Paris cedex 01
Tél. : 40 15 80 45

CALENDRIER

RENCONTRES

SÉMINAIRE INTERNATIONAL D'ART MURAL

29 septembre - 1^{er} octobre 1993

« A propos de quelques découvertes récentes de peintures murales »

Contact : Centre international d'art mural

86310 Saint-Savin.

Tél. : 49 48 66 22. Fax : 49 48 89 03.

IMAGES DE L'HOMME FOSSILE

15 - 16 octobre 1993

Colloque organisé au musée des Arts et Traditions populaires à Paris sur le thème de la représentation physique et mentale de l'Homme fossile auprès des scientifiques et du grand public. L'histoire des sciences de la préhistoire montre que celle-ci n'est jamais neutre, qu'elle s'inscrit dans une époque, avec ses idéologies, ses préjugés. Les communications aborderont ces arrière-plans scientifiques, culturels, sociologiques, voire politiques devant lesquels se sont élaborées, ont été diffusées vers le public les connaissances mises au jour par l'archéologie préhistorique.

Contact : Pierre-Yves Demars

Institut du Quaternaire - Université de Bordeaux I, avenue des Facultés 33045 Talence cedex.

Jean-Jacques Hublin

Musée de l'Homme, laboratoire d'anthropologie, place du Trocadéro 75116 Paris.

SÉMINAIRES ET COLLOQUE DE L'INSTITUT POUR L'ART ET LA VILLE - MAISON DU RHÔNE

L'univers urbain mobilise désormais toutes les énergies. L'inquiétante étrangeté de ses formes provoque l'interrogation des systèmes de production de l'art et de l'architecture. L'Institut pour l'art et la ville organise trois séminaires trimestriels, ouverts aux écoles d'art et d'architecture, françaises et étrangères, et aux jeunes professionnels des domaines concernés par la production urbaine :

25 - 29 octobre 1993 : « Du centre à la périphérie, une autre logistique de l'art ». Ce séminaire se tiendra pendant l'ouverture de l'opération « RN 86 » - appropriation publique d'un projet de réurbanisation, activée par une série de propositions artistiques - et se clôturera par les V^e rencontres de Givors consacrées à la commande publique, sur le thème « A quel moment l'art est-il pertinent dans l'aménagement urbain ? »

7 - 12 mars 1994 : « Espace civique et design »

2 - 7 mai 1994 : « Art morcelé et ville-collage, art public et mégapole ».

Contact : Institut pour l'art et la ville - Maison du Rhône - 1, place de la Liberté 69700 Givors.

Tél. : 78 73 70 37. Fax : 78 07 14 63.

Responsables : Alain Charre, Jacky Vieux.

COLLOQUE « GÉNIE LINGUISTIQUE ET FRANCOPHONIE »

Les industries de la langue - on parle plutôt aujourd'hui de génie linguistique ou d'ingénierie linguistique pour marquer la prépondérance de la part technologique sur le produit traité, en l'occurrence, la langue - recouvrent l'ensemble des recherches, techniques, outils et applications, prenant appui sur le traitement automatisé des langues dites « naturelles ». Ses domaines d'application sont nombreux, et les industriels et chercheurs, informaticiens et linguistes réunis à la Sorbonne les 1^{er} et 2 juin 1993, à l'initiative de l'AUFELF-UREF* ont tenté d'en faire le tour en présentant des projets ou réalisations privées ou publiques, le plus souvent menés en collaboration avec d'autres équipes ou dans le cadre de programmes internationaux : traduction automatique/traduction assistée par ordinateur; traitement de la parole et technologies vocales; traitement de l'écrit, reconnaissance des formes, gestion et recherche documentaires, acquisition de connaissances et formation, interfaces d'interrogation et commande en langue naturelle. Il est apparu que ce dernier champ de recherche a été trop longtemps traité comme « la dernière roue de la charrette », et qu'il est impératif de mieux associer les utilisateurs aux protocoles de conception des systèmes informatiques. Qu'il s'agisse de l'intérêt des grandes sociétés pour les systèmes de traduction automatique ou assistée par ordinateur pour la veille technologique notamment, ou de la réalisation de postes de lecture et de rédaction là encore assistées par ordinateur, ou encore des apports de ces systèmes multimédia à l'étude des langues à tradition orale, ces multiples applications soulignent l'importance cruciale de la maîtrise de l'informatisation de la langue pour son maintien, voire sa survie.

UNE POLITIQUE VOLONTARISTE

Comment inverser la tendance au recul du français perçue comme langue de culture plus que comme langue scientifique et technique ? Comment développer la consultation en français d'informations d'origine extérieure et l'exportation d'informations d'origine française ?

Il apparaît que le français doit être présent dans les procédures informatiques, dès leur conception et non par adaptation secondaire de procédures créées en anglais, ce qui tend à transformer la langue

française en l'adaptant à l'informatisation. Les ordinateurs commencent à parler (traitement de la parole et technologies vocales). Attendra-t-on qu'ils nous parlent en anglais ? De nombreux pays francophones, africains notamment, ont besoin de savoir à quelle langue former leur jeunesse.

Que le français maintienne sa place dans les industries de la langue conditionne les contours que prendra la division internationale du travail, la langue étant devenue l'élément de base de l'activité économique aujourd'hui, via son informatisation. D'où l'enjeu social et culturel autant qu'économique que représentent le traitement technologique - son industrialisation - dont la langue est l'objet.

Or, si les perspectives industrielles existent compte tenu des gains de productivité attendus de ces développements, l'appel du marché ne permet pas aujourd'hui pour imposer cette « industrialisation » du français ; à l'Etat d'intervenir notamment pour développer la recherche et la formation, et pour organiser la concertation de la francophonie dans les organismes internationaux de normalisation. Une politique volontariste (législative et incitative) pourrait permettre de découpler l'anglais de l'outil informatique et défendre la place du français et du multilinguisme.

Des actes seront publiés.

* AUFELF - UREF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française et Université des réseaux d'expression française) bureau Europe : 4, place de la Sorbonne 75005 Paris. Tél. : 44 41 18 18. Fax : 44 41 18 19.

CARTOGRAPHIE AUTOMATISÉE DES SITES ARCHÉOLOGIQUES

Informatisé depuis 1978, l'inventaire des sites archéologiques réalisé au sein des directions régionales des affaires culturelles par les services régionaux de l'archéologie, et destiné à l'élaboration de la carte archéologique de la France, ne possédait pas jusqu'ici de possibilité de sorties cartographiques. C'est maintenant chose faite avec la mise en service de SCALA (système de cartographie appliqué à l'archéologie), application développée par le DOSI (département de l'organisation et des systèmes d'information) à partir du système d'information géographique PC Arc/Info. Construite autour de menus dans lesquels on se déplace à l'aide de la souris, elle doit permettre aux archéologues une utili-

sation simple et directe des fonctionnalités les plus utilisées du logiciel, pour la cartographie des sites archéologiques enregistrés dans les bases de données régionales gérées par l'application DRACAR. Trois types de documents peuvent être produits : des cartes d'occupation du territoire, avec l'emprise au sol des sites à l'échelle ; des cartes thématiques, avec représentation des sites par des symboles différents selon leur nature ; enfin des cartes statistiques, avec représentation tramée ou symbolique de valeurs absolues ou de densités.

Dans un premier temps, c'est ainsi l'état de nos connaissances sur l'occupation humaine qui pourra être cartographiée ; dans un second temps, la superposition de différents types d'information : géologie, géomorphologie, hydrographie, réseau routier, occupation du sol, projets d'aménagement du territoire... devrait permettre la production de modèles prospectifs et la définition de zones à risques archéologiques. C'est donc un véritable outil de prévention et de sauvegarde du patrimoine archéologique qui entre au sein de la direction du patrimoine. Dix-neuf services régionaux sont déjà dotés d'un poste de travail (micro-ordinateur équipé du logiciel et de l'application, tablette à digitaliser, traceur couleur) ; les trois derniers seront équipés cette année.

Contact : Dominique Guillot
Direction du patrimoine - sous-direction de l'archéologie - 4, rue d'Aboukir 75002 Paris.
Tél. : 40 15 77 06.

RECHERCHES EN ARTS PLASTIQUES

Voici les projets de recherches retenus par le conseil scientifique de la Délégation aux arts plastiques à l'issue de l'appel d'offres lancé précédemment :

1 - CONSTITUTION D'UN PATRIMOINE D'ART CONTEMPORAIN

- « Bilan d'une campagne de presse et d'une polémique publique autour de la crise de l'art contemporain » (Raphaël Lellouche - association THEMA) ;
- « Processus de décision et apprentissage institutionnel dans la formation du patrimoine contemporain dans les régions françaises » (Philippe Urfalino - Centre d'analyse, de formation et d'intervention) ;
- « Les réactions de rejet de l'art contemporain » (Nathalie Heinich - Association Adresse).

2 - LA RESTAURATION EN ART CONTEMPORAIN

- « La restauration en art contemporain » (Juliette Barbarin, Claude Wrobel - AFCOREP).

3 - ART PUBLIC ET COMMANDE PUBLIQUE

- « Art public et commande publique » (Philippe Dujardin - Centre d'études et de recherches de l'Institut d'études politiques de Lyon).

4 - ARCHIVES DE LA BIENNALE DE PARIS

- « Traitement, analyse, récolement, reconditionnement et organisation scientifique des archives de la critique d'art » (Jean-Marc Poinot - Archives de la critique d'art).

5 - PÉDAGOGIES DE L'ART

- « La question urbaine et ses conséquences sur la pédagogie de l'art » (Alain Charre - AREA - Bourges) ;
- « Enseignement artistique, les années fondatrices » (Jean-Marc Réol - Association des beaux-arts de Limoges).

PROJETS HORS APPEL D'OFFRES

- « La culture à l'heure du nouveau désordre mondial » (Catherine David - Galerie nationale du Jeu de Paume) ;
- « Reprise d'un procédé et dispositif de fabrication du verre creux » (Claude Maigret - CIRVA - Mobilier national) ;
- « Pour un corpus théorique de l'ornement » (Michel Costantini - Association des conférences) ;
- « Développement de la vision intérieure et de l'imagination créatrice chez le non-voyant de naissance » (Michel Bourgeois Lechartier - Association PAICA) ;
- « L'art contemporain à l'épreuve du temps, au travers des nouvelles technologies » (Edmond Couchot - CNBDI).

Contact : Diane de Ravel - DAP. Tél. : 40 15 75 25.

PRIX CNRS - PRIX ANVIE DE LA VALORISATION 1993

Le département SHS du CNRS et l'ANVIE s'associent pour attribuer leurs prix de la valorisation. Ils récompensent des initiatives qui attestent d'un partenariat exemplaire entre les chercheurs en sciences humaines et sociales et les acteurs du secteur socio-économique. Il est souhaité que les candidats présentent des réalisations récentes, que la problématique de recherche soit élaborée conjointement par le(s) chercheur(s) et

FESTIVAL DE L'AUDIOVISUEL MUSÉOGRAPHIQUE 1993 ON TOURNE DANS LES MUSÉES ! 17 - 22 novembre 1993

Ce second festival de l'audiovisuel muséographique, organisé par la direction des musées de France, aura lieu au musée des Arts et Traditions populaires à Paris. Il a pour but d'encourager la production de films et d'audiovisuels par les musées, à travers une compétition arbitrée par un jury. Il est étendu cette année aux musées de la Communauté économique européenne et à ceux du Canada.
Contact : Marie-Françoise Delval
Direction des musées de France
6, rue des Pyramides 75041 Paris cedex 01.
Tél. : 40 15 35 94. Fax : 40 15 35 80.

POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE À L'ÉCHELLE LOCALE ET RÉGIONALE

7 - 9 décembre 1993

Colloque organisé à Paris par le programme Environnement du CNRS : PIR-villes (CNRS), Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ministères de l'environnement et de la santé.

Contact : Evelyne Brun
Programme Environnement - CNRS
15, quai Anatole France 75700 Paris.
Tél. : 47 53 15 44.

EXPOSITIONS

« GEORGES DE LA TOUR OU LA NUIT TRAVERSÉE »

3 septembre - 14 novembre 1993

Exposition organisée à Vic-sur-Seille, à l'occasion du 4e centenaire de la naissance du peintre, dans sa ville natale, réalisée par le laboratoire de recherche des musées de France (LRMF). Elle présentera les documents réunis par le LRMF lors de la rétrospective Georges de La Tour de 1972 à l'Orangerie des Tuileries. Ces documents, notamment les radiographies des œuvres du peintre, exploités pour la première fois de façon complète et comparative, donnent des éléments de réponse aux questions que soulèvent ces œuvres.

Contact : Sophie Lefèvre
LRMF - direction des musées de France
6, rue des Pyramides 75001 Paris.
Tél. : 40 20 56 65. Fax : 47 03 32 46.

Du 9 au 10 septembre, se tiendra un colloque international sur l'œuvre du peintre, sous l'autorité de Jacques Thuillier, en rapport notamment avec le travail d'examen des dossiers du LRMF qui fait l'objet de l'exposition.

Contact : Anne Reinbold
CNRS - 83, Le Cours 84210 Saint-Didier.
Tél. : 90 66 08 75. Fax : 90 60 42 71.

MURS ET MERVEILLES

15 siècles de peinture murale en région Poitou-Charentes, à l'abbaye de Saint-Savin.

25 juin - 30 septembre 1993

Centre international d'art mural 86310 Saint-Savin.
Tél. : 49 48 66 22. Fax : 49 48 89 03.

son partenaire, et que l'accent soit mis sur les retombées de ce partenariat. Le partenaire peut être une entreprise, une collectivité territoriale, une administration ou une association.

Le prix du CNRS, d'un montant de 100 KF sera partagé entre l'unité dont dépend le(s) chercheur(s) et le(s) lauréat(s). Le prix ANVIE est doté de 10 KF attribué au(x) chercheur(s) sélectionné(s).

Le prix ANVIE 1992 avait été attribué au projet Arkéoplan.

Dossier à remettre à l'ANVIE avant le 1^{er} septembre 1993.

Contact : ANVIE - Tél. : 49 54 21 16.

PROGRAMME ARISC ARCHIVES ISSUES DES SCIENCES CONTEMPORAINES

Le programme ARISC est un programme de recherches sur les pratiques documentaires, la production et la conservation des matériaux et des objets dans la science contemporaine. Il n'a pas pour objectif prioritaire de mettre en place une structure centralisée de collecte, de traitement et de conservation des archives scientifiques. Il affirme la place essentielle des Archives nationales dans ce processus de réflexion archivistique, dans lequel la mission des Archives nationales au CNRS joue un rôle de coordinateur.

A l'origine de l'établissement de ce programme, il y a un constat simple et inquiétant à la fois : aujourd'hui, nul ne peut prétendre connaître exactement les pratiques documentaires d'une équipe scientifique dans une discipline donnée. Or, cette connaissance est indispensable à la mise en perspective historique de la pratique scientifique à laquelle il faut sensibiliser la communauté scientifique.

Les techniques de production, de circulation et d'échanges des matériaux documentaires issus de l'activité scientifique (informations, observations, résultats, théories) ont considérablement changé ces dernières années (utilisation des réseaux électroniques, nouvelles techniques de stockage des données volumineuses, recours à la vidéo, etc.). Les conditions de l'exercice de la pratique scientifique ont également évolué (équipes montées autour de projet et dispersées à la fin du projet, effets de mode portant sur les thèmes de recherches, internationalisation de la recherche). La nature même de l'information échangée et les traces qui en

sont laissées ont pu en être modifiées.

L'archivistique que nous connaissons et pratiquons n'est pas d'un grand secours pour aborder les « archives scientifiques ». Cette dernière expression est trop floue pour être utile; désigne-t-elle les documents issus de l'administration de la recherche? les documents produits dans les laboratoires pour leur gestion administrative et financière et qui ne sauraient être dissociés de la gestion, de la diffusion et de la valorisation des programmes de recherche? ou encore les matériaux documentaires, quel que soit le support de stockage, issus directement de l'activité scientifique, de l'observation, de l'expérimentation et de la réflexion théorique?

Ce programme de recherches sur les archives scientifiques contemporaines se veut un outil de travail qui permettra de trouver les définitions justes à donner à ces différentes sortes d'archives scientifiques en définissant le contexte de leur production, selon chaque champ disciplinaire; et d'utiliser ces travaux dans la perspective patrimoniale propre aux Archives nationales : quels sont les documents qui pourront servir à l'histoire des sciences et des techniques, comment se présenteront-ils, comment sont-ils conservés?

Deux projets complémentaires composent le programme ARISC.

■ Le programme PRADOS : pratiques archivistiques et documentaires de la science contemporaine : étude des modes de production documentaire actuellement en cours dans les milieux scientifiques. Projet géré par la mission des Archives nationales au CNRS (responsable : Odile Welfel).

Le premier site d'enquête retenu est le projet de recherche SHERPA : projet de recherche en intelligence artificielle, équipe mixte INRIA-CNRS, rattachée à l'IMAG, groupement de laboratoires en informatique et mathématiques appliquées de Grenoble.

■ Projet PAIRES : patrimoine, archives, inventaire de la recherche et de l'enseignement supérieur : étude du devenir patrimonial des archives de la science appliqué au pôle universitaire et scientifique européen de Grenoble. Projet géré par le GREPHIST, groupe de réflexion et d'étude sur les processus heuristiques en sciences et techniques (responsable : Pierre Thorel, directeur de recherche au CNRS).

Contact : Odile Welfel - conservateur du patrimoine - mission des Archives nationales au CNRS. Tél. : 40 38 71 43.

Pierre Thorel - GREPHIST - Grenoble. Tél. : 76 82 59 18 ou 76 88 79 59.

LAST EU 390 FIN D'UN PROJET EURÉKA, DÉBUT D'UNE AVENTURE COMMERCIALE

Une nouvelle mémoire d'archives de très longue durée (plusieurs centaines d'années) à un coût de maintenance très bas été mise au point dans le cadre du projet Euréka EU 390 Last (*long archival storage technology*). Ce projet associait la PME française Digipress et la société belge Glaverbel. Il a été lancé il y a cinq ans et a bénéficié du soutien du ministère chargé de la culture (délégation au développement et aux formations et mission de la recherche et de la technologie).

Les produits qui sont maintenant commercialisés sont issus d'une nouvelle technologie de fabrication de disques optiques sous le nom générique de « Century ».

L'objectif principal du projet était de pallier les insuffisances des médias actuels d'archivage. En effet, une revue de ces derniers montre leur fragilité, leur durabilité moyenne ou basse, leur sensibilité à certaines radiations ou leur faible résistance en milieux sévères (espace, militaire, humidité). Les responsables de la NASA en ont été les premières victimes en 1991 lorsqu'ils constatèrent qu'une partie des bandes magnétiques des missions spatiales antérieures à 1985 étaient en mauvais état, certaines détériorées définitivement par une inondation.

Les utilisateurs (bibliothèques, services d'archives publics ou privés, entreprises voulant se garantir contre les risques industriels, etc.) disposent donc maintenant de deux types de produits : l'EON-DISC, disque optique en verre trempé décalcifié sans réflecteur qui nécessite un lecteur CD spécial pour sa lecture; le CENTURY-DISC qui est un Eon-Disc dont la surface est recouverte de couches minces réfléchissantes à base de matériaux très résistants; il peut être utilisé avec des lecteurs CD standard.

Ces supports permettent l'archivage idéal en ajoutant aux avantages déjà connus du CD standard les avantages suivants : longue durée de vie du média, universalité du support, bon rapport qualité-prix, normalisation internationale.

Les applications culturelles qui ont motivé l'intervention financière du ministère chargé de la culture dans ce projet Euréka sont nombreuses. La plus importante en est l'archivage des textes, documents, sons, images fixes ou mobiles.

**Contact : Digipress
18, rue Bailey 14050 Caen cedex. Tél. : 31 47 25 00.**

ALITÉ

LE PROTOTYPE CONCORDE 001 : VERS UNE NOUVELLE VIE...

Le prototype Concorde 001 est arrivé en vol au Bourget pour être exposé au musée de l'Air et de l'Espace en 1973. Depuis près de 20 ans il est resté sans entretien particulier en exposition atmosphérique.

En collaboration avec le musée de l'air et de l'espace, le ministère de la défense, le ministère de la culture (direction des musées de France, mission de la recherche et de la technologie), le CNRS, l'Aérospatiale et Air France, il a été décidé d'entreprendre un programme de recherche pour l'étude de l'endommagement et de la conservation-restauration-valorisation du Concorde 001, sous la conduite d'un conseil scientifique.

Les différents volets de ce programme de recherche sont les suivants :

- inventaire archivistique à caractères techniques et culturels permettant de reconstituer l'historique du contexte documentaire ;
- étude de l'endommagement (expertise) du Concorde 001 afin de définir un protocole hiérarchisé de conservation-restauration ;
- définition et évaluation des différentes possibilités de restauration-conservation en fonction des priorités établies ;
- réalisation des travaux de restauration et de valorisation muséographique ;
- adaptation des procédures de conservation-restauration-valorisation à partir de l'expérience du Concorde 001 à d'autres appareils.

Les travaux de recherche ont débuté en février 1993 par une expertise soignée de l'appareil qui a nécessité l'examen de 62 zones techniques et l'ouverture de 25 trappes de visite. Dans le rapport d'expertise remis le 24 mai 1993 il s'avère que, malgré différentes formes de corrosion non négligeables, l'appareil présente un état général de la structure satisfaisant.

Deux ingénieurs en ingénierie des surfaces ainsi que deux spécialistes des systèmes informationnels et documentaires poursuivent actuellement ces travaux afin de restaurer un des symboles de notre patrimoine et du savoir-faire national. Une étude comparative du prototype 002 britannique et de l'avion de présérie 101 (Fleet air arm Museum - Yeovilton et War imperial museum - Duxford) a également été entreprise.

Une exposition « Concorde et le transport supersonique » devrait concrétiser ce programme pour le vingtième anniversaire des premiers vols commerciaux Concorde en janvier 1996.

Contact : UPR A0423 - Institut polytechnique de Sévenans 90010 Belfort cedex. Tél. : 84 58 30 29.

LES PIROGUES DE BERCY

C'est dans le comblement d'un ancien chenal de la Seine, sur le chantier de Paris-Bercy qu'une dizaine de pirogues néolithiques ont été découvertes lors des campagnes de fouilles archéologiques de 1991 et 1992. Ce chantier de grande envergure a déployé de grands moyens pour assurer la sauvegarde de ces témoignages de la préhistoire française. La seconde année, le prélèvement de deux embarcations entières et d'éléments de quatre autres a été confié à l'Atelier régional de conservation - Nucléart. Celui-ci a réalisé la confection des supports métalliques qui ont permis l'extraction des pirogues dans les meilleures conditions de sécurité en septembre 1992.

Ce sauvetage a nécessité pendant une semaine la participation de toute l'équipe d'ARC-Nucléart/Ville de Grenoble. L'extraction, rendue difficile par la forte déclivité du terrain et la berge argileuse sur laquelle reposait l'une des pirogues a connu un réel succès grâce à la sérieuse préparation et à un travail de terrain efficace. La réussite de cette opération a ainsi permis à l'atelier grenoblois de confirmer ses nouvelles compétences (rappelons l'enlèvement du bateau moderne de Bordeaux-Bouliac, récemment publié*), compétences qui complètent ses activités reconnues depuis longtemps dans le domaine de la conservation-restauration des matériaux organiques humides. Les pirogues datent de 4500 à 2500 ans

avant J.-C., sont toutes en chêne et monoxyles ; quatre d'entre elles seront intégralement conservées et deux partiellement, proposant ainsi une typologie variée des embarcations connues à ce jour. Elles reçoivent maintenant un traitement adapté à chacune, en vue d'une consolidation et d'un séchage : traitement au polyéthylèneglycol (PEG) 4 000 à saturation, traitement par saturation, traitement par substitution partielle de l'eau avec un PEG 400 et/ou 4 000 et séchage par lyophilisation, traitement par substitution de l'eau par une résine synthétique durcissable (procédé Nucléart). Parallèlement, une série d'études menées par divers spécialistes du bois indiquent toutes les précautions utiles à la préservation des traces du façonnage et d'usage précieuses pour une meilleure compréhension des pièces et affineront la connaissance du contexte de leurs fabrication et utilisation.

Le traitement conservatoire s'étalera sur une période d'environ deux ans cependant que la construction d'un futur musée parisien, prévue sur le site même de leur découverte, accueillera l'exposition de ces vestiges archéologiques.

Arc-Nucléart - Centre d'études nucléaires de Grenoble - avenue des Martyrs 85 X - 38041 Grenoble cedex. Tél. : 76 88 49 69.

* Aquitania, tome 9, 1991, p. 177-242.

Prélèvement des pirogues. Cliché ARC-Nucléart.



L I E

La politique de Bibliothèque

Entretien

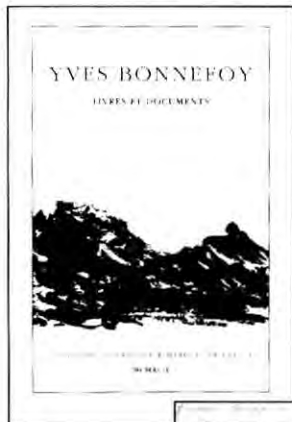
Pierrette Crouzet-Daur
chef du service des éditions

I Qu'est-ce qui caractérise les éditions de la Bibliothèque Nationale ? Quel type d'éditeur est-elle ? Quels sont les rapports des éditions de la BN avec la recherche ?

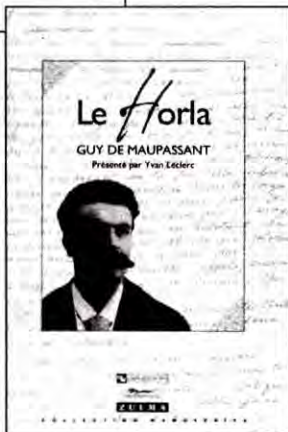
La mission de publication de la Bibliothèque Nationale découle de l'ensemble de ses missions : « collecter, cataloguer, conserver et exploiter les documents soumis au dépôt légal, rassembler des documents qui présentent un intérêt national ou spécialisés, liés au développement et à l'exploitation de ses collections et en dresser le catalogue ».

Ce qui caractérise la Bibliothèque Nationale, c'est le dépôt légal et, par conséquent, l'exhaustivité de ses collections dans le domaine de l'édition nationale. La vocation d'universalité, qualitative et quantitative, donne à l'établissement des responsabilités scientifiques nombreuses :

recensement du dépôt légal (*Bibliographie nationale française* éditée sous forme imprimée, sur microformes et sur CD ROM et diffusée par le Serveur bibliographique national),



Yves Bonnefoy,
Livres et documents :
coédition
BN/Mercure de
France.
Maupassant,
Horla :
participation de
la BN à une
coédition
CNRS/Zulma.



normalisation des descriptions bibliographiques et en particulier traduction et élaboration des normes ISBD (*International Standard Bibliographic Description*) établies en coopération avec l'IFLA (*International Federation of Library Associations and Institutions*); publication d'inventaires scientifiques et de catalogues raisonnés, d'ouvrages de référence

qui permettent de dater, authentifier, attribuer, décrire et analyser le plus précisément possible les documents conservés. Ce sont les instruments de travail de première nécessité qui conditionnent à leur tour d'autres recherches puisque ce n'est que lorsqu'un fonds est classé et répertorié qu'il peut être exploité par les chercheurs. La publication de ces ouvrages compose la première mission de l'établissement, une sorte de « noyau dur » de publications dont l'Etat doit se porter garant, quelle qu'en soit la rentabilité commerciale.

La BN doit par ailleurs faire connaître à des publics de plus en plus larges les collections et les résultats des recherches qu'elle mène avec de nombreux organismes de recherche issus du CNRS ou de l'Université dans des domaines divers : bibliothéconomie, bibliologie, conservation technique, histoire du livre et de l'écrit, littérature, codicologie, histoire de l'art et de ses techniques (estampe, photographie...), numismatique et glyptique, musicologie, cartographie etc. Parmi ces publications, on trouve les éditions de textes inédits et traductions de textes anciens, la collection « Pro Libris » qui livre aux professionnels l'état des recherches les plus récentes sur la conservation technique, la collection « Les colloques de la BN », les études, guides, monographies et enfin les catalogues d'exposition. Programmés en fonction de l'avancement des recherches, de l'acquisition ou de la découverte de fonds nouveaux, ils ont évolué vers le livre-catalogue. Longtemps très proches des inventaires de collections, ils sont aujourd'hui enrichis de nombreuses reproductions couleurs et de commentaires de plus en plus développés, devenant de véritables livres d'art, ouvrages de référence illustrés. Enfin des publications de valorisation des documents auprès du grand public se sont aussi développées ces dernières années, en coédition : la collection « La Mémoire de l'encre », avec les éditions Laffont, qui s'est vendue à environ 30 000 exemplaires.

II Qui sont vos partenaires éditoriaux ? Quelles sont les relations de la BN avec l'édition privée ?

Quelques éditeurs scientifiques coéditent des ouvrages avec la BN (British Museum Press pour *Roman Provincial Coinage*, le Musée de la poste pour *Autour des routes*

de poste) lorsqu'une collaboration rédactionnelle est assortie d'un partage de l'investissement financier et que le stock d'ouvrages est diffusé par chaque partenaire.

Pour les publications de valorisation des recherches, celles qui ne font pas partie du « noyau dur », la BN a construit une politique de coédition avec l'édition privée qui répond à plusieurs nécessités : bénéficier d'un diffuseur en librairie pour les ouvrages qui ont un public plus large, partager l'investissement financier et donc

LE SERVICE DES ÉDITIONS,

au sein de la direction de la valorisation et de la communication, développe la stratégie éditoriale de la BN en liaison avec la direction scientifique et le comité éditorial dont il assure le secrétariat.

LES DIX DÉPARTEMENTS DE LA BN

Arsenal, Arts du spectacle, Cartes et Plans, Estampes et Photographie, Livres imprimés, Manuscrits occidentaux et orientaux, Monnaies, Médailles et Antiques, Musique, Périodiques, Phonothèque et Audiovisuel.

DÉPENSES D'ÉDITION DE LA BN

1992 : 6,17MF

1991 : 5,75MF

1990 : 4,38MF

Elles proviennent d'une part de l'Enveloppe recherche (1992 : 0,885 MF sur un total de 2,2 MF ; 1991 : 1,374 MF ; 1990 : 0,920 MF) et d'autre part du budget propre de la BN.

NOMBRE D'OUVRAGES PARUS

Hors *Bibliographie nationale française* et *Revue de la BN*

1992 : 32

1991 : 14

1990 : 20

Le catalogue complet des éditions de la BN comprend près de 600 titres et s'accroît de près de 20 titres par an. Il est disponible sur demande écrite ou par téléphone.

UX

Éditoriale la Nationale

avec
t, ingénieur d'études,
de la Bibliothèque Nationale

le risque, affirmer une position de non-concurrence, de complémentarité entre secteur public et secteur privé, disposer plus facilement d'infrastructures et de personnel adaptés aux opérations de promotion, de presse et de cession de droits. Le statut d'établissement public à caractère administratif de la BN est en effet parfois un frein au développement d'activités commerciales.

Dans le choix de ses coéditeurs, la BN s'efforce de ne pas privilégier un éditeur

plus qu'un autre, en s'adressant à l'éditeur qui, grâce à un catalogue confirmé dans le domaine traité, assurera le meilleur succès à l'ouvrage. Par exemple : Dieu en son royaume avec les éditions du Cerf, Yves Bonnefoy avec le Mercure de France ou, sous presse, la traduction de romans japonais du XVII^e siècle avec les éditions Ph. Picquier.

Souhaitant mieux faire valoir sa vocation de source documentaire, la BN s'inscrit aussi comme partenaire (et non pas co-éditeur) pour l'édition d'ou-

III Quelles questions se posent à vous pour les années à venir ?

■ Les relations entre les deux sites Tolbiac et Richelieu de la BN/BDF

Quels que soient les statuts des deux sites Richelieu et Tolbiac, le passé et le présent de la BN prouvent l'exceptionnelle complémentarité de ses dix départements. Il est donc nécessaire de pouvoir continuer à produire des expositions, des recherches et des ouvrages puisant à l'ensemble des sources conservées aujourd'hui rue de Richelieu (manuscripts et imprimés, livres d'art et estampes etc.).

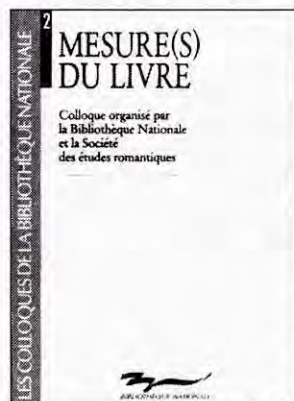
■ Quels seront les supports de demain pour les inventaires scientifiques et bases de données ?

Le développement des bases de données et l'évolution des nouvelles technologies de numérisation et de transmission de l'image et de l'écrit posent la question de la concurrence ou de la complémentarité du livre imprimé et du livre « immatériel ». Les inventaires de collections ne seront-ils plus accessibles que sous forme de bases de données, CD ROM ou vidéodisques ou demeureront-ils consultables aussi sous forme papier ? La réponse dépend-elle uniquement de l'ampleur du parc de stations de lecture ou est-elle également liée aux pratiques de lecture et de documentation des chercheurs ?

■ L'autonomie commerciale d'un secteur éditorial public

Le statut d'établissement public à caractère administratif de la BN ne facilite pas toujours la réalisation d'une des missions qui, comme pour d'autres établissements publics aujourd'hui, s'avère de plus en plus impérieuse : dégager des ressources propres. S'il est vrai que la filialisation de certaines activités commerciales de la BN pourrait lui rendre des services, elle n'en continuerait pas moins à affirmer deux principes : sa mission de service public dans l'édition scientifique (le fameux « noyau dur ») et sa volonté de partenariat avec les éditeurs d'art. ■

* Lorsqu'il s'agit d'inédits publiés à titre posthume dont elle est propriétaire (par exemple certains manuscrits de Proust) et que le manuscrit est postérieur à Gutenberg (article 23 de la loi de 1957 sur le droit d'auteur) ou d'œuvres dont elle possède tout ou partie des droits d'exploitation (par exemple certaines œuvres de Roger Pic, Romain Rolland ou Gabriel Fauré...)



Sceaux byzantins, Mesure(s) du livre : une nouvelle ligne graphique pour les publications scientifiques de la BN. De Bonnard à Baselitz : un répertoire des artistes contemporains, issu du dépôt légal des Estampes.

vrages qui puisent dans ses collections. Elle signe alors des contrats de participation lorsqu'elle collabore à l'édition, et peut mettre ses travaux photographiques et droits de reproduction en participation ou éventuellement les droits d'auteur* dont elle est investie sur les œuvres elles-mêmes. Citons un exemple récent : la collection « Manuscrits » coéditée par le CNRS et les éditions Zulma avec la participation de la BN (premier titre paru : le *Horla* de Maupassant, et à paraître en octobre : le Cahier des charges de *La Vie mode d'emploi* de Georges Perec).

QUELQUES RECHERCHES ET OUVRAGES EN COURS DANS LE CADRE DE L'ENVELOPPE RECHERCHE

- Manuscrits enluminés d'origine germanique
 - Manuscrits enluminés persans
 - Illustrations des Incunables français
 - Atlas français du XVIII^e siècle
 - Imprimés du fonds argentin
 - Imprimés hongrois
- Bibliographie de la presse française politique et d'information générale (par départements, 50 volumes parus)
- Correspondances privées du XIX^e siècle
 - Photographes du XIX^e siècle
 - Correspondance de Nadar
- Répertoire international des sources musicales (Manuscrits musicaux des XVI^e-XVIII^e siècles)
- Chant italien au siècle des Lumières
- Chanson populaire française en Acadie
 - Camées et intailles
- Trésors monétaires (parution annuelle)
 - Papiers anciens et filigranes
- Conservation des documents audiovisuels
 - Désinfection des collections

LE SERVICE
DES ÉTUDES
ET DE LA
RECHERCHE
DE LA
BIBLIOTHÈQUE
PUBLIQUE
D'INFORMATION
Centre Georges
Pompidou

Développer,
promouvoir
et valoriser des
recherches
principalement
socio-
anthropologiques,
autour du livre,
de la lecture,
de l'écriture,
et plus largement
des pratiques,
des institutions
et des politiques
culturelles.

Depuis 1977, année d'ouverture de la Bibliothèque publique d'information (BPI) et du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (CNAC/GP), le service des Etudes et de la Recherche mène un travail sociologique sur l'évolution des pratiques culturelles contemporaines. Ses investigations l'ont conduit, au cours de ces dernières années, à multiplier ses centres d'intérêts en direction de différents espaces sociaux élargissant, notablement, son champ de recherche.

La situation, unique en France, dans une bibliothèque elle-même unique en France par sa localisation dans le Centre Pompidou lui-même unique... au monde, et l'importance du nombre des lecteurs qu'elle accueille chaque jour (plus de la moitié des 25 000 visiteurs du Centre), fait du service des études et de la recherche, une cellule (elle se compose de trois personnes pour partie de formation bibliothécaire et pour partie de formation sociologique ou philosophique) assez particulière au regard d'autres institutions de recherche.

Le service intervient le plus souvent en tant que direction de recherche et support de financement : il propose des thèmes et lance des appels d'offres auprès d'équipes extérieures (CNRS, Université, EHESS etc.). Ses ressources sont assurées par : 1) les crédits de l'enveloppe-recherche de la direction du livre et de la lecture du ministère de la culture ; 2) le budget propre de la Bibliothèque publique d'information ; 3) les crédits de l'enveloppe-recherche du Centre Pompidou. A l'heure actuelle, les recherches effectuées à l'initiative du service peuvent être regroupées autour de trois axes principaux, qui correspondent *grosso modo* aux trois sources de financement.

1- RECHERCHES GÉNÉRALES SUR LE LIVRE, LA LECTURE, ET L'ÉCRITURE

Les pratiques du livre, de la lecture et de l'écriture mettent en œuvre, aujourd'hui comme hier, des attentes, des compétences, des savoir-faire différents, inégaux, parfois contradictoires. C'est à l'examen de ce paysage social des comportements face à l'imprimé que se consacre un certain nombre d'études menées à l'initiative du service.

Les (dits) faibles lecteurs ont beaucoup retenu l'attention. Que ce soit les faibles lecteurs à proprement parler (cf. Joëlle Bahloul, *Lectures précaires. Etude sociologique sur les faibles lecteurs*, 1988), ou

le problème de l'abandon de la lecture chez les adolescents (cf. François de Singly, Claude Poissonot, *Le suivi sur cinq ans d'une cohorte de jeunes lecteurs de la Bibliothèque municipale de Rennes*, étude en cours), ou encore la question de la lecture en milieu rural (cf. Claude-Michèle Gardien, Raymonde Ladefroux, Michèle Petit, *Lecteurs en campagnes. Les ruraux lisent-ils autrement ?* à paraître en septembre 1993).

A travers un historique des émissions littéraires à la télévision sont approchés les rapports entre le livre et la télévision, actuellement au cœur du débat autour de la baisse du taux de la lecture (cf. Michel Peroni, *De l'écrit à l'écran. Livre et télévision*, 1991).

Jusqu'à ces dernières années les pratiques ordinaires d'écriture n'avaient pas intéressé les anthropologues. C'est chose faite, avec cette exploration de la dérivante diversité des formes, des occasions, des effets des écritures ordinaires : lignes griffonnées sur un calepin, carnets de voyage, album de mariage, livre de naissance etc. (cf. *Ecritures ordinaires*, sous la direction de Daniel Fabre, coédition BPI/P.O.L. à paraître à l'automne 1993).

2 - CONTRIBUTIONS À UNE SOCIOLOGIE DES BIBLIOTHÈQUES, DE L'ACCÈS AUX MÉDIAS, ET DES POLITIQUES DE LECTURE PUBLIQUE

« La BPI, observatoire des publics » (cf. A. Kupiec, J.-C. Pompougnac, *Bulletin d'informations de l'ABF*, n° 51, 2^e trimestre 1991), avec ses 12 500 visiteurs par jour constitue un terrain d'enquête privilégié. Ces études, au-delà de leur portée monographique – connaître et comprendre les caractéristiques et attitudes particulières d'un public donné, mettre en relation le projet professionnel des concepteurs et les réponses toujours inattendues du public – visent une portée générale. Elles se proposent en effet de mettre en évidence les déterminants sociaux de l'accès à l'information et de l'autodocumentation dans le cadre d'une médiathèque, dans ce qu'ils ont d'essentiel et de transposable hors de l'institution où ils ont été observés.

Une étude de synthèse sur le public de la BPI régulièrement renouvelée analyse en détail les usagers de ses deux espaces : la bibliothèque elle-même et la salle d'actualité (cf. Jean-François Barbier-Bouvet, Martine Poulain, *Publics à l'œuvre : pratiques culturelles à la Bibliothèque publique d'information du Centre*

UX

Georges Pompidou, 1988 ; Martine Poulain, *Constances et variantes. Les publics de la Bibliothèque publique d'information* : 1982 - 1988, 1990). Ont été par ailleurs étudiés un certain nombre de services particuliers de la BPI, dont la médiathèque de langues (cf. Jean-François Barbier-Bouvet, *Babel à Beaubourg : l'autodidaxie linguistique à la BPI*, 1982). En outre, une étude a été consacrée à la file d'attente qui se forme régulièrement à l'entrée de la BPI (cf. une synthèse partielle de l'étude : Daglind Sonolet, « Le succès difficile : sur le public de la Bibliothèque publique d'information », *Le Débat*, n° 70, mai-août 1992).

des politiques de lecture publique : d'une part, Anne-Marie Chartier, Jean Hébrard, *Discours sur la lecture (1880-1980)*, 1989, et d'autre part, Marie Kuhlmann, Nelly Kuntzmann, Hélène Bellour, *Censure et bibliothèque au XX^e siècle*, Cercle de la librairie, 1989.

3 - LES INSTITUTIONS CULTURELLES ET LEUR PUBLIC : LA QUESTION DE LA DÉMOCRATISATION CULTURELLE

On s'est intéressé aux modes de perception et aux stratégies d'appropriation des expositions par leur public, à partir de l'observation d'expositions réalisées au

Centre Georges Pompidou, 1991, complétée par celle des publics des débats (Michel Messu, à paraître au 2^e semestre 1993), et de la prochaine étude portant sur *Les publics du Centre Pompidou, ou l'Utopie Beaubourg, 15 ans après*.

4 - UNE OUVERTURE SUR L'EUROPE

Dans la perspective de 1993 et du développement des échanges européens, le service a depuis quatre ans élargi son terrain d'investigation à l'Europe, dans le souci de mieux cerner les relations entre construction européenne et culture. A donc été lancé un appel d'offres sur le thème : l'espace culturel européen : un mythe fondateur ? Le service a en outre proposé un projet de constitution d'un réseau européen en sciences sociales sur le livre, la lecture et l'écriture, qui permettra l'élargissement du *Répertoire de la recherche sur le livre contemporain et la lecture* (BPI-Centre Pompidou, 1983, en cours d'actualisation) à quelques pays d'Europe de l'Ouest dans un premier temps.

5 - DIFFUSION ET VALORISATION

Si l'activité de définition et de pilotage d'études et de recherches est première, elle prend tout son sens dans une politique soutenue de diffusion et de valorisation. Ainsi, la plupart des recherches menées à l'initiative du service sont publiées dans la collection « Études et recherche » (édition : BPI-Centre Pompidou, distribution : Distique)*. On y édite également des ouvrages issus de débats ou colloques en co-organisation (*La bibliothèque dans la cité*, 1993 ; *La lecture d'Est en Ouest*, 1993), voire organisés par d'autres institutions (*Illettrismes, approches historiques et anthropologiques*, sous la direction de Béatrice Fraenkel, octobre 1993). En outre, le « quatre pages » *Etudes et recherche*** se fait l'écho deux fois par an des multiples activités du service et diffuse de l'information intéressant ce domaine de recherche de la lecture et des pratiques culturelles. ■

Martine Chaudron
Anne Kupiec

Service des études et de la recherche
Bibliothèque publique d'information
Centre Georges Pompidou
75197 Paris cedex 04
Tél. : 44 78 12 33

* Catalogue disponible sur demande

** Diffusé gratuitement à 3500 personnes ou institutions (bibliothèques, chercheurs, tutelles...)



Bibliothèque publique d'information, Centre Georges Pompidou. Photo BPI/Martine Franck - Magnum.

D'autres études abordent la perception et les usages de la classification et du classement des bibliothèques (cf. Eliséo Véron, *Espaces du livre. Perception et usages de la classification et du classement en bibliothèque*, 1989). Ou d'autres encore les usages sociaux des nouvelles technologies : les images (cf. Jean-Claude Passeron, Michel Grumbach et al., *L'Œil à la page : enquête sur les images et les bibliothèques*, 1985, épuisé), les catalogues informatisés (cf. Joëlle Le Marec, *Dialogue ou labyrinthe. La consultation des catalogues informatisés par les usagers*, 1989).

Sans oublier l'étude de Bernadette Seibel : *Au Nom du livre... Analyse sociale d'une profession : les bibliothécaires*, 1988). Et enfin deux études qui se situent davantage du côté de l'histoire des mentalités et

Centre Pompidou, alors lui aussi, « observatoire des publics », parmi lesquelles : « Vacances des Français » (cf. Eliséo Véron, Martine Levasseur, *Ethnographie de l'exposition. L'espace, le corps et le sens*, 1991, 2^e édition), « Vienne, naissance d'un siècle » (cf. Nathalie Heinich, Michael Pollack, *Vienne à Paris. Portrait d'une exposition*, 1989), « Forum de la Révolution » (cf. Patrick Garcia, Jacques Lévy, Marie-Flore Mattei, *Révolutions, fin et suite*, 1991).

C'est ensuite, plus largement une approche des institutions et pratiques culturelles, resituées dans une histoire récente de l'offre et des politiques culturelles, que l'on met en relation avec les pratiques et itinéraires culturels des individus. Ainsi de l'étude de Annie Benveniste, Joël Roman, *L'Université cachée. Dix ans de débats au*

ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE ET GRANDS TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'exemple de l'autoroute A 16

La prise en compte croissante du patrimoine archéologique dans les travaux d'aménagement du territoire a modifié, de façon irréversible, les missions des services régionaux de l'archéologie des directions régionales des affaires culturelles (DRAC). Ces derniers, engagés dans une politique volontaire de gestion du patrimoine archéologique menacé par les constructions, ont dû se mobiliser et innover pour encadrer, administrativement et scientifiquement, des opérations de fouilles préventives de plus en plus complexes.

Sans oublier leur mission de recherche, les services régionaux de l'archéologie ont appris à travailler aux côtés des aménageurs et ont progressivement obtenu d'eux qu'ils ne négligent plus la préservation du patrimoine archéologique lors de l'élaboration et de la réalisation de leurs projets.

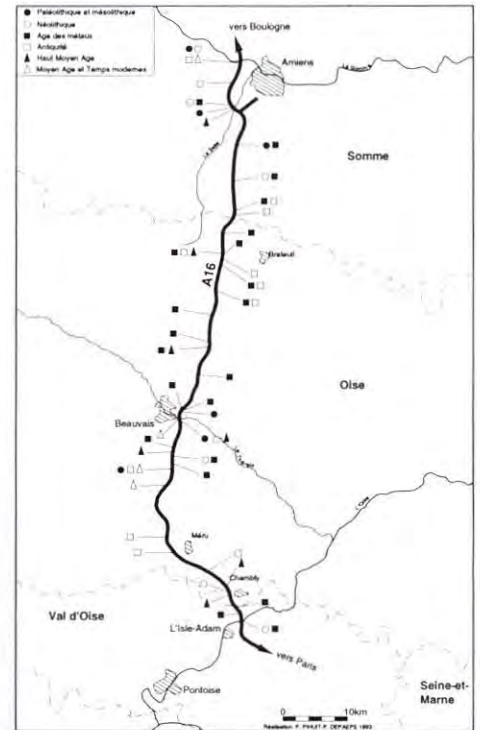
Nous aimerions illustrer leur activité en matière de fouilles préventives par un exemple pris parmi les très nombreuses opérations en cours actuellement sur le territoire national, l'autoroute A 16.

La future autoroute A 16 doit relier La Courneuve, en région parisienne, à Boulogne, sur la Manche. Sa construction a été confiée à la Société des autoroutes du Nord et de l'Est de la France (SANEF), qui en sera le concessionnaire. Les travaux en cours actuellement ne concernent qu'une section de 103 km entre L'Isle-Adam et Amiens. Cette première partie de l'autoroute doit être ouverte à la circulation à la fin de l'année 1994.

La prise en compte du patrimoine archéologique s'est imposée dès la conception du projet et à chaque étape de sa réalisation. Ainsi, bien avant que le tracé de l'autoroute ait été fixé de façon définitive, les services du ministère de l'équipement ont demandé aux deux DRAC (services régionaux de l'archéologie) concernées par ce tracé de leur fournir une série de cartes et d'études leur permettant d'évaluer les conséquences de la mise en travaux de l'autoroute sur la préservation du patrimoine archéologique et de définir, à l'attention du futur concessionnaire, les mesures compensatoires que ce dernier devra mettre en œuvre pour réduire les conséquences dommageables du projet sur ce patrimoine.

LE CADRE ADMINISTRATIF ET CONVENTIONNEL DES OPÉRATIONS

Une fois le tracé de l'autoroute définitivement arrêté, les opérations de reconnaissance et de fouilles préventives des gisements archéologiques menacés par les travaux sont entrées dans une phase plus active. Le programme des interventions archéologiques, les modalités de sa réalisation et le rôle des différents participants ont fait l'objet d'une convention qui a associé dans un même effort l'Etat (DRAC), le concessionnaire (SANEF) et un prestataire de service (l'Association française pour l'archéologie nationale, AFAN). Par le biais de cette convention, la SANEF s'est engagée à mettre à la dis-



position des archéologues les moyens techniques et financiers nécessaires à la réalisation de leurs travaux. La gestion de ces fonds a été confiée à l'AFAN qui met en place l'infrastructure logistique et procède à l'embauche des équipes d'archéologues. De leur côté, les services régionaux de l'archéologie des DRAC Picardie et Ile-de-France assurent, dans le cadre de leur mission, la définition des programmes scientifiques en relation avec les titulaires des autorisations de fouilles, le suivi de ces opérations et leur évaluation. Pour les sites d'importance archéologique nationale, les dossiers de fouilles préventives ont été soumis pour avis à une commission indépendante composée de trois chercheurs, respectivement spécialistes des périodes préhistorique, gallo-romaine et médiévale. Ces experts ont pu, à plusieurs reprises, s'assurer de la bonne conduite des chantiers sur lesquels ils avaient donné leur avis.

La convention cadre tripartite a été signée en février 1990. Depuis lors, elle a fait l'objet de six avenants qui ont précisé le coût et le mode de réalisation des opérations archéologiques au fur et à mesure de leur élaboration. Un septième et dernier avenant est en cours de négociation. Il permettra de mettre en œuvre les dernières fouilles préventives, d'achever la rédaction des rapports de fouilles et de lancer le programme de publication des résultats scientifiques obtenus depuis le début du projet.

UX

Quand cet avenant sera signé, l'effort financier consenti par la SANEF approchera les 40 millions de francs. Si l'on tient compte des importantes prestations matérielles fournies par cette société (terrassements, structures d'accueil etc.), les sommes consacrées à l'archéologie pour ce premier tronçon de l'autoroute A 16 représenteront entre 1,5 et 2 % du coût total prévisionnel de cet ouvrage. Ces chiffres, qui se situent dans la moyenne nationale pour ce type d'opération, témoignent de la place essentielle prise par l'archéologie dans les préoccupations environnementales des sociétés autoroutières et dans les travaux d'aménagement du territoire en général.

LES OPÉRATIONS ARCHÉOLOGIQUES SUR LE TERRAIN

Les fouilles préventives ont été précédées d'une phase de reconnaissance des vestiges archéologiques enfouis sur le tracé de la future autoroute. La réalisation de ce programme a nécessité la mise en œuvre de prospections en avion et à pied et de sondages systématiques réalisés à l'aide d'engins de terrassement sur la quasi-totalité de l'itinéraire autoroutier. Ces opérations ont permis de localiser 90 indices d'occupation humaine ancienne. Parmi ceux-ci, une cinquantaine de gisements ont fait l'objet de fouilles préventives; les autres n'ont nécessité que des surveillances ponctuelles.

Les sites fouillés ont apporté aux archéologues des témoignages, plus ou moins représentatifs, des activités humaines qui se sont déroulées, depuis les temps les plus reculés de la préhistoire, dans les terroirs traversés par la future autoroute. Les travaux préalables à la construction de l'autoroute ont ainsi offert aux archéologues l'opportunité d'observer, sur une longue distance, une grande partie des vestiges « déposés » par les différentes occupations humaines. C'est là tout l'intérêt méthodologique de ce type d'opération. A l'inverse, il faut bien reconnaître que, pour certains vestiges, la faible emprise transversale du tracé autoroutier limite considérablement le champ d'observation des archéologues.

La phase de fouilles préventives des gisements menacés par la construction de l'autoroute est actuellement en voie d'achèvement. Elle a mobilisé jusqu'à 130 contractuels de l'AFAN. Une grande partie des terrains a été remise à l'aménageur libre de toute contrainte archéologique et,

sur ces parcelles, les travaux de terrassements sont déjà en cours. Il est bien entendu trop tôt pour dresser un bilan des résultats scientifiques de toutes les opérations archéologiques réalisées sur ce tronçon. On retiendra toutefois la découverte d'un important village du Haut Moyen Age.

LE SITE MÉDIÉVAL DE SALEUX, « LES COUTURES »

Situé à la périphérie d'Amiens, sur la commune de Saleux, au lieu-dit « Les Coutures », ce site est fouillé par une équipe d'une vingtaine de personnes placée sous la direction de Mme Catteddu. Il s'agit d'un village du Haut Moyen Age composé d'une nécropole, estimée à 1 500 tombes, d'un édifice de culte et de structures d'habitat. La fouille porte sur une surface d'un peu plus de 3 ha. Ce vil-



Saleux, « Les Coutures » : premier alignement de pieux en bordure de la Selles. Photo A. Berga.

lage est subdivisé par des fossés en plusieurs parcelles géométriques au sein desquelles se développent la nécropole et l'habitat.

La nécropole couvre une surface d'environ 1 500 m² et les archéologues auront la possibilité de la fouiller dans son intégralité, ce qui est tout à fait exceptionnel dans le cadre d'une opération de fouille préventive. Alors que la fouille n'est pas encore tout à fait achevée, il est certain que le site de Saleux constituera une référence de tout premier plan pour l'histoire démographique du Haut Moyen Age.

Les premières observations archéologiques réalisées sur l'habitat semblent indiquer que le site a été occupé, sans solution de continuité, du VII^e au XI^e siècle. La berge de la petite rivière qui borde le site a été

aménagée à l'aide de pieux et de planches (cf. photo). L'analyse dendrochronologique de ces bois permettra de préciser la datation et l'évolution de cette structure tout à fait remarquable.

Une fois les études en cours achevées, c'est toute l'histoire économique et sociale de cette petite communauté médiévale qu'il sera possible de retracer.

Pour autant, l'activité des services régionaux de l'archéologie ne se limite pas à la mise sur pied de ce type d'opérations. L'importance des moyens humains et financiers mobilisés sur le chantier de l'autoroute A 16 ne constitue pas la norme en matière d'archéologie préventive. A côté de ces grands projets d'aménagement du territoire, les services régionaux de l'archéologie doivent assurer la gestion d'opérations plus modestes mais

plus nombreuses également qui font suite aux dossiers de demande d'utilisation du sol que leur transmettent les services d'urbanisme de l'Etat ou des collectivités territoriales.

Le nombre des dossiers traités n'a cessé d'augmenter. Certes, il faut bien reconnaître que la charge de travail administratif de ces services s'est accrue dans les mêmes proportions. Mais nul ne contestera aujourd'hui que cette politique de prévention a permis de faire faire à la discipline archéologique un immense bond en avant. ■

Sous-direction de l'archéologie
Bureau de l'archéologie préventive
et de sauvetage
4, rue d'Aboukir 75001 Paris
Tél. : 40 15 77 93

MUSIQUE

Les Cahiers de l'Ircam, recherche et musique
Ircam/centre Georges Pompidou, n° 2, 1993, 120 F.
Ce numéro de la nouvelle revue de l'Ircam (trois numéros par an) aborde la question de la synthèse sonore, qui sous-entend celle du timbre et admet toutes les virtualités issues de l'imaginaire du créateur. Dans le prolongement de ce dossier, la rubrique « Actualité de la recherche à l'Ircam » présente les travaux de l'équipe Analyse/synthèse. Enfin la rubrique « Arts et Sciences » traite de la synthèse de l'image.

DROIT

Droit de la culture et droit à la culture
Par Alain Riou, Editions sociales françaises, 1993.
A travers une présentation détaillée et exhaustive des dispositions législatives applicables en matière culturelle, l'auteur s'attache à replacer dans une perspective historique, politique et institutionnelle les cadres des actions publique et privée dans ce secteur. Il s'interroge tout particulièrement sur la nature du rapport qui lie le droit de la culture à l'exigence d'un droit d'accès à la culture.

LIVRE ET LECTURE

La lecture d'Est en Ouest, Regards européens
Ouvrage collectif, Centre Georges Pompidou/BPI, 1993, 121 p., 85 F. Distribution Distique.
Qu'est-ce que lire aujourd'hui en Hongrie, en Russie, en Roumanie aujourd'hui ? Qu'est-ce que lire en Italie, en Finlande, en Allemagne, en France ou en Espagne ? Comment se sont constituées, dans l'histoire, les finalités et modalités modernes de la lecture ?
Les contributions réunies dans ce recueil sont autant d'approches de la place et du rôle de la lecture dans des pays dont les traditions historiques et culturelles et les réalités contemporaines sont fort différentes. Leur seul point commun semble être au premier abord d'être tous pays d'Europe.

MUSÉES

La revue du Musée des arts et métiers
Mai 1993, 70 F.
Musée national des techniques - CNAM
292, rue Saint-Martin 75141 Paris cedex 03.

Sèvres
N° 1, 1992, 200 F.
Revue de la Société des amis du Musée national de céramique, destinée à publier les dernières recherches historiques et techniques entreprises sur les céramiques d'art.
Musée national de céramique de Sèvres. Place de la Manufacture 92310 Sèvres. Tél. : 45 34 99 05.
Fax : 46 23 03 60.

PPSH

Dictionnaire du français régional du Velay
Coédition PPSH/Éditions Bonneton, par Claudine Fréchet et Jean-Baptiste Martin, 1993, 99 F. ISBN 2.86253-147-2
Étude réalisée avec le soutien du programme pluriannuel en sciences humaines Rhône-Alpes (PPSH).
PPSH : 2, avenue Albert Einstein - BP 1335 - 69609 Villeurbanne cedex.
Tél. : 72 44 56 38. Fax : 78 89 01 21.

ARCHÉOLOGIE

Le Néolithique au quotidien.
Actes du XVI^e colloque interrégional sur le Néolithique (Paris, 5 et 6 novembre 1989).
Sous la direction de Jean-Claude Blanchet, Alain Bulard, Claude Constantin, Daniel Mordant, Jacques Tarrête, Documents d'archéologie française, n° 39, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 1993, 214 p., 210 F (jusqu'au 31/12/93).
Ce colloque a cherché à privilégier l'exposé des acquis récents sur la vie quotidienne, qu'il s'agisse des modes d'habitat, de l'alimentation, de l'environnement, des techniques de la céramique, de l'os ou de la pierre, s'adressant aux spécialistes comme au lecteur curieux.

Caribena 3, 1993
Cahiers d'études américanistes de la Caraïbe - documents pour les sciences de l'homme et de la nature. Édités par le Centre d'études et de recherches archéologiques - CERA Martinique, sous le patronage du ministère de la culture et des conseils régional et général de la Martinique.
Service régional de l'archéologie :
16, avenue Condorcet 97200 Fort de France.
Tél. : 19 (596) 73 12 46.

ART

Sponsored research in the history of art 12, 1992-1993
Recensement des projets de recherche avancée en histoire de l'art, archéologie et domaines voisins, soutenus par les institutions publiques et privées aux États-Unis et ailleurs.
Publié par la National gallery of art, Center for advanced study in the visual arts; Washington D.C. 20565, États-Unis.

ETHNOLOGIE

Fêtes, géants et carnivals du Nord-Pas-de-Calais : Cassel
Documents d'ethnographie régionale du Nord-Pas-de-Calais, n° 3, 1993, revue du musée régional d'ethnologie à Béthune. 95 F.
Cet ouvrage rend compte d'une étude menée par Marie-France Gueusquin pour le Centre d'ethnologie française sur le carnaval du lundi de

Pâques à Cassel, l'une des plus belles manifestations festives du nord de la France.
A commander au musée régional d'ethnologie, B.P. 613 - 62412 Béthune cedex. Tél. : 21 68 40 74. Fax : 21 65 34 35.

PATRIMOINE

Terroirs et monuments de France
Ouvrage collectif sous la direction de Charles Pomerol, éditions du Bureau de recherches géologiques et minières, collection « Terroirs », 368 p., ill.
46 itinéraires à travers les grandes unités géographiques françaises, alliant visites et descriptions de carrières avec celles de monuments civils et religieux bâtis avec les roches correspondantes.
Editions du BGRM :
BP 6009 - 45000 Orléans cedex 02. Tél. : 38 64 30 28.

Patrimoine fluvial et maritime
Actes de colloque, Éditions Picard, 1993, 468 p., ill., 300F.
Cet ouvrage réunit les communications faites lors du colloque tenu à Nantes dans le cadre d'Estuaire 92, par soixante-dix spécialistes internationaux autour des problèmes de définition, conservation, valorisation de ce patrimoine fluvial et maritime. Il traite également de la place des différents acteurs : privés, associations, administrations, fondations, médias.
Editions Picard : 82 rue Bonaparte 75006 Paris.

INVENTAIRE GÉNÉRAL
Le manoir en Bretagne (1380-1600)
Cahiers de l'inventaire n° 28, par C. Douard, J.-P. Ducouret, M.-D. Menant, J.-J. Rioult et al., Imprimerie nationale/Inventaire général, Paris, 1993, 348 p., ill., 380 F.
Cette étude propose de redécouvrir deux siècles de création architecturale, depuis les salles sous charpente héritées du XIV^e siècle jusqu'aux programmes complexes des environs de 1600.

PROGRAMMES COMMUNAUTAIRES

Altération des granites et des roches connexes
Édité par le Conseil supérieur de la recherche scientifique espagnol, 190 p., ill.
Actes de l'atelier de novembre 1991 à Avila tenu dans le cadre du programme communautaire STEP 90-0101 sur la détérioration des monuments historiques granitiques, auquel participe le laboratoire de recherche des monuments historiques de la direction du patrimoine.
A commander auprès de M.A. Vicente Hernandez Consejo superior de investigaciones científicas Instituto de recursos naturales y agrobiología Cordel de Merinas 40 - 52. 37008 Salamanca Espagne.